

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 24 août au 7 septembre 2018

- Afrique du Sud : L'économie sud-africaine en récession au 1^{er} semestre de 2018
- Afrique du Sud : Baisse du déficit du compte courant à 3,3 % du PIB au 2^{ème} trimestre de 2018
- Angola : Le PIB angolais chute de 2,2% au premier semestre 2018
- Angola : L'Angola va négocier un financement de 4,5 Mds USD avec le FMI
- Botswana : La Chine exempte le Botswana du remboursement de trois prêts
- Mozambique : Baisse du taux directeur de 75 points de base (pdb) à 15 %
- Namibie : Signature de la deuxième phase de prêt pour N\$3Mds entre la BAD et la Namibie
- Zambie : Dégradation de la note souveraine à B- avec une perspective stable

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 7 septembre	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,1 ZAR	-2,9	-11,8	-15,4	-18,3
Angola	280,5 AOA	-1,5	-7,4	-40,9	-40,9
Botswana	10,9 BWP	-1,7	-5,5	-8,1	-9,9
Mozambique	60,2 MZN	-0,1	-3,8	+1,4	-2,1
Zambie	10,3 ZMW	+0,4	-2,6	-10,8	-2,2

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

L'économie sud-africaine en récession au 1^{er} semestre de 2018 (StatsSA)

Au 2^e trimestre 2018, l'activité économique a de nouveau légèrement ralenti (-0,7% en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières), après une baisse très marquée au 1^{er} trimestre (-2,6 %, repli plus fort qu'en 1^{ère} estimation). Ce recul constitue une surprise, le consensus anticipant seulement une stagnation du PIB, et le Rand a ainsi diminué nettement¹ à la publication de ces chiffres. Selon l'institut national des statistiques (StatsSA), la baisse a pour origine une baisse de l'activité dans les secteurs de l'agriculture (-29,2 % en rythme trimestriel annualisé corrigé des variations saisonnières), du transport et du commerce. De surcroît, la consommation des ménages, principal moteur de la croissance, enregistre sa première baisse depuis deux ans. Avec ces deux trimestres de recul consécutif, l'Afrique du Sud a été en récession au 1^{er} semestre 2018 et les perspectives de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 ont été fortement révisées à la baisse par les analystes.

Ralentissement de la croissance du crédit au secteur privé à +5,4 % en g.a en juillet (Autorités)

En juillet, le crédit au secteur privé a augmenté de +5,4 % en g.a, après une croissance de +5,7 % en juillet dernier. Dans le détail, le crédit aux entreprises a diminué de 0,6 % en rythme mensuel soit une augmentation de 5,1 % en g.a.

Retour du déficit commercial à 4,7 Mds ZAR en juillet (SARS)

En juillet, la balance commerciale est redevenue déficitaire de 4,7 Mds ZAR après 4 mois d'excédent consécutif. La forte hausse des importations en valeur, due à la hausse des prix du pétrole (+163 % en g.m) est l'explication principale au déficit commercial observé en juillet. La valeur des exportations a également augmenté (+3,6 % en g.a), soutenue

¹ Ayant atteint un plus haut de 11,9 Rand pour 1 USD (ou 14,7 Rand pour 1 euro) en janvier 2018, il s'échangeait au 4 septembre matin au-dessus de 15,3 Rand pour 1 USD (17,7 Rand pour 1 euro).

par une hausse des ventes de charbon (+21,7 % en g.a) et la dépréciation du rand. Sur les 7 premiers mois de l'année, le déficit cumulé se creuse et atteint 6,5 Mds ZAR, contre un excédent de 33,2 Mds ZAR à la même période l'an passé.

Baisse de l'indice PMI à 43,4 en août (ABSA)

L'indice PMI mesurant l'activité au sein du secteur manufacturier s'est établie à 43,4 points en août 2018 contre après la forte augmentation de juillet dernier à 51,5. Cette baisse semble plus en ligne avec la réalité économique du pays au 3^{ème} trimestre 2018.

Baisse du déficit du compte courant à 3,3 % du PIB au 2^{ème} trimestre de 2018 (Banque Centrale)

Au 2^{ème} trimestre de 2018, le déficit du compte courant s'est réduit et s'établit désormais à 3,3 % du PIB (contre 4,8 % au trimestre précédent) principalement grâce au redressement de la balance commerciale (excédent de 41,9 Mds ZAR contre un déficit révisé de 15,2 Mds ZAR au 1^{er} trimestre) à travers la bonne performance des exportations. En parallèle, les déficits des balances des transferts courants, des revenus et des services se sont creusés à 205,7 Mds ZAR

Angola

Le PIB angolais chute de 2,2% au premier semestre 2018 (Autorités)

Le PIB angolais recule de 2,2% au premier trimestre 2018. Les activités de : la pêche (-12,8 %), du commerce (-8,8 %), de l'extraction et raffinage du pétrole (-7,3 %) ainsi que de l'extraction de diamant et minerais (-6,7 %), sont celles qui accusent la plus grande baisse. Au contraire, les activités financières (+22,5 %) et celles de l'énergie et de l'eau (+20,8 %), enregistrent des augmentations importantes. Le secteur de l'extraction et raffinage du pétrole constitue toujours la plus grande part (33 %) du PIB angolais, suivi du commerce (15 %) et de la construction (12 %).

L'Angola va négocier un financement de 4,5 Mds USD avec le FMI

L'Angola a officiellement sollicité un financement du FMI à hauteur de 4,5 Mds USD. Prévu pour une durée de 3 ans, avec le déboursement de 1,5 Md USD/an, les négociations devraient commencer au mois d'octobre. Cette demande intervient alors que, selon le Ministre de l'économie et du plan, « les recettes fiscales ne sont pas suffisante pour garantir le paiement de la dette du pays », avec un ratio recette/dette de 114 %. Le FMI avait déjà été sollicité afin d'apporter un soutien technique à l'Angola pour la mise en place de réformes financières et macroéconomiques, saluées par l'institution de Bretton Woods. Christine Lagarde, Directrice du FMI, est attendue à Luanda courant décembre.

Création d'un Fond de Garantie des Dépôts en Angola

Prévue depuis juin 2015, la création d'un Fond de Garantie des Dépôt a été approuvée par décret présidentiel et présentée aux banques commerciales ce mois-ci. La Banque Nationale d'Angola, avec le Ministère des finances et l'Association angolaise des banques, va administrer ce fond qui garantira les dépôts jusqu'à 12,5 M de Kwanza (équivalant à 40 000 EUR au taux actuel). Ce fond sera abondé, annuellement, par l'ensemble des banques commerciales opérant en Angola, en fonction du montant mensuel moyen des dépôts.

Une meilleure prévisibilité des ventes de devises par la Banque Nationale d'Angola

Afin d'améliorer les prévisions dans le domaine, la Banque Nationale d'Angola a annoncé qu'elle présentera, au dernier jour utile de chaque mois, le calendrier des enchères ainsi que le montant total des devises prévus à la vente pour le mois suivant. Le montant de chaque vente ainsi que les secteurs auxquels les devises seront attribuées seront annoncé 24h à l'avance. Ainsi, la BNA va mettre l'équivalent de 700 M EUR sur le marché pour le mois de septembre, au cours de 8 sessions de ventes.

Botswana

Maintien du taux directeur à 5 % (Banque centrale)

Le 24 août, la Banque centrale botswanaise a décidé de garder son taux directeur inchangé à 5 %. Elle justifie sa décision par la bonne trajectoire de l'inflation, qui s'établissait à +3,1 % en juillet, soit le même niveau qu'en juin dernier.

La Chine exempte le Botswana du remboursement de trois prêts

Le ministre des Finances et du développement économique, M. Kenneth MATAMBO, a signé la semaine dernière avec l'ambassadeur de Chine au Botswana un accord qui exempte le Botswana du remboursement de trois prêts sans intérêts, pour un montant de 8 M USD. Les prêts ont permis de financer le projet de réhabilitation du réseau de chemin de fer et la construction du Centre multi-objectifs pour la jeunesse. D'après le Telegraph, l'endettement du Botswana auprès des gouvernements étrangers s'élevait à 562,9 millions de pulas (56 M USD) en 2016/2017. L'endettement envers la Chine comptait pour 56,7 % de ce montant. Le ministre des Finances a indiqué que le gouvernement du Botswana appréciait la coopération avec le gouvernement chinois, caractérisée notamment par des dons et des prêts concessionnels.

Bank of Botswana lancera officiellement son premier Rapport sur la politique monétaire en septembre prochain

La Banque centrale a annoncé qu'elle lancera officiellement son premier Rapport sur la politique monétaire, à l'occasion de la Conférence économique nationale (*National Business Conference*) organisée par Business Botswana du 9 au 11 septembre à Francistown et dont le thème central est le passage du Botswana dans la catégorie des pays à revenu élevé. Comme il en est de coutume, le Président de la République y prononcera le discours d'ouverture. Le Rapport sur la politique monétaire est un nouvel instrument imaginé par la Banque centrale pour améliorer l'information et la communication autour de la formulation de la politique monétaire. Elle prévoit de publier 4 rapports par an.

Mozambique

Baisse du taux directeur de 75 points de base (pdb) à 15 % (Banque centrale)

Le comité de politique monétaire de la Banque du Mozambique a décidé de réduire son taux directeur de 75 pdb en raison des perspectives favorables d'inflation. L'autorité monétaire estime en effet que la hausse des prix restera maîtrisée, en dessous de la barre des 10 % à court et moyen terme. Face à la volatilité du marché des changes, la Banque centrale a décidé d'augmenter le coefficient des réserves obligatoires en devises étrangères de 500 pdb à 27%. Les autres outils de politique monétaire restent quant à eux inchangés : le taux de facilité des prêts reste fixé à 18%, le taux de facilité des dépôts à 12% et le taux des réserves obligatoires en monnaie locale à 14%.

Moody's affirme que les créanciers des dettes cachées vont subir des pertes substantielles (Moody's)

Dans un rapport du 4 septembre dernier, Moody's observe que le Mozambique, notée Caa3 avec une perspective négative, reste en défaut sur plusieurs emprunts représentant 20 % de sa dette externe. L'agence estime que les créanciers de ces dettes devraient faire face à des pertes substantielles, et ce qu'un accord de restructuration soit trouvé ou non. La dette publique totale du pays est estimée à 112 % du PIB et les tentatives de restructuration seront longues et s'étaleront au-delà de 2018. Selon ses estimations, la croissance économique devrait se situer aux alentours de 3,5% en 2018-19. Selon Moody's, le Mozambique continue de faire face à des nombreux risques externes et de liquidité tandis que la dette accumulée par les entreprises publiques n'est pas précisément connue, faute de données disponibles.

Namibie

Les résultats financiers des entreprises paragouvernementales namibiennes inquiètent le FMI

Un rapport du *Fonds Monétaire Internationale* (FMI) fait état des difficultés managériales et financières des entreprises paragouvernementales namibiennes. La situation rendrait difficile l'amélioration de la cote de crédit de la Namibie. Ces entreprises accumulent en effet les dettes et constituent un frein au développement économique du pays. Le FMI préconise de restructurer au plus vite ces entreprises de manière réaliste, visant en particulier TransNamib et Air Namibia.

Signature de la deuxième phase de prêt pour N\$3Mds entre la BAD et la Namibie

Le ministre des Finances, Calle Schlettwein, a signé avec la directrice générale de la Banque Africaine de Développement (BAD), Dr. Josephine Ngure, l'accord concernant la deuxième phase de prêt du *Namibia's Economic Governance and Competitiveness Support Programme (EGCSP II)*. Le montant du prêt est de N\$3 milliards et fait suite à l'accord du conseil d'administration du 18 juillet dernier de continuer à octroyer des prêts au gouvernement namibien. Le plan EGSCP II vise à consolider les finances publiques namibiennes et à stimuler les réformes d'industrialisation et de développement économique.

Zambie

Augmentation du poids de la dette externe zambienne au 1^{er} semestre de 2018 (Ministère des Finances)

Fin juin, la dette extérieure s'est élevée à 9,4 Mds USD (soit 34,2 % du PIB) contre 8,7 Mds USD en décembre dernier. Ainsi, bien que le pays souhaite obtenir un prêt de 1,3 Mds USD auprès du FMI, l'institution a déclaré la semaine dernière que toutes les discussions concernant un programme d'aide resteraient en suspens tant que l'horizon d'endettement de la Zambie resterait insoutenable (la dette publique représente 53 % du PIB, soit 14,6 Mds USD). Selon le gouvernement, le déficit public devrait se réduire à 5,1 % du PIB en 2021 (contre 7,8 % cette année) avec une cible d'inflation comprise entre 6 et 8 % et une prévision de croissance établie à 4 % de 2019 à 2021.

Hausse de l'inflation à +8,1 % en g.a en août (Banque centrale)

En août, le taux d'inflation d'août s'est établi à 8,1% g.a contre 7,8% en juillet en raison de la faiblesse persistante du Kwacha. Le dépassement du niveau de 8% était largement attendu étant donné que la devise s'est affaiblie de 3%, aussi bien en rythme annuel que mensuel.

Dégradation de la note souveraine à B- avec une perspective stable (Standard & Poor's)

À la suite de la récente dégradation de *Moody's*, *Standard & Poor's* a également ramené la notation de la Zambie à B- (perspective stable) en raison de préoccupations budgétaires croissantes et de l'attente d'une accumulation plus rapide de la dette. Suite aux récentes déclarations des autorités zambiennes, le déficit budgétaire de 2017 a été révisé à 7,6% du PIB, soit 1,6 point de pourcentage de plus que prévu précédemment. Utilisant cela comme base des prévisions du déficit budgétaire, l'agence ne pensait plus qu'une notation B était compatible avec l'équilibre des risques auxquels le pays était confronté, d'où le déclassement. Les récents commentaires du gouverneur de la banque centrale, notant la révision du déficit budgétaire de 2018 à 7,8% du PIB sur leur propre estimation de 6,1%, ajoutent de nouvelles préoccupations.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Mathilde LIMBERGERE

Revues par : Pascal CARRERE